Compte rendu d'ouvrage

LEÇONS DU CHILI : LES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES, VIGIES DES TRANSFORMATIONS UNIVERSITAIRES ?

El Centro de Políticas Comparadas de Educación (CPCE)

Compte rendu critique du livre *Universidad: entre invención y herencia. El trabajo de las ciencias sociales y humanidades* (Eds. Brunner y Bravo), 2026, Ediciones Universidad Diego Portales.

Rédigé par F. Siry

Introduction : Diagnostic d'une mutation existentielle de l'université

L'ouvrage collectif dirigé par les sociologues chiliens José Joaquín Brunner et Mauricio Bravo, dont le titre peut être traduit par *L'Université : entre réinvention et héritage – l'œuvre des sciences humaines et sociales*, a été publié au début de l'année 2026 dans un climat politique tendu, marqué par la victoire électorale de l'ultraconservateur José Antonio Kast et son accession au Palais de la Moneda. Au-delà de cette conjoncture nationale, il interroge l'histoire universelle de l'université et s'inscrit dans le diagnostic général des transformations de l'enseignement supérieur observées aux quatre coins du monde depuis les années 1990 : celui d'une institution influencée par la mondialisation et la culture d'entreprise (Marginson, 2000), intégrée et soumise aux marchés dans une sorte de « triple hélice » avec l'industrie et les politiques d'innovation (Etzkowitz, 2008), et reconfigurée par une logique compétitive uniforme, basée sur les rankings internationaux et les systèmes d'évaluation (Hazelkorn, 2015).

José Joaquín Brunner est un universitaire et homme public chilien, reconnu pour son influence dans le domaine des politiques éducatives et de la réflexion académique. Spécialiste de l'analyse des politiques publiques et des systèmes éducatifs en Amérique latine, il est une voix influente dans les débats sur la modernisation et la gouvernance de l'enseignement supérieur. Ancien ministre de 1994 à 1998, il a occupé de nombreux postes de direction au cours de sa carrière, notamment au sein de la FLACSO[1]. Mauricio Bravo Rojas est un chercheur chilien, politiste de formation, actuellement vice-doyen de la Faculté d'Éducation de l'Université du

[1] Faculté Latino-Américaine des Sciences Sociales, créé en 1957 sous l'impulsion de l'UNESCO

Développement (UDD) au Chili. Ses travaux portent notamment sur l'amélioration de l'assiduité scolaire et l'inclusion éducative, et le rôle des universités privées indépendantes.

Rassemblant une trentaine de contributions, le livre propose une réflexion sur les mutations contemporaines de l'université. Cette évolution s'incarne particulièrement au Chili, où l'enseignement supérieur s'est fortement privatisé et financiarisé, produisant un système très concurrentiel et marqué par l'endettement et de fortes inégalités d'accès. Le fil conducteur qui relie ces textes est l'analyse de la crise existentielle que traverse l'institution universitaire et, plus spécifiquement, la fragilisation des sciences humaines et sociales (SHS). Celles-ci se trouvent prises en étau entre leur héritage humaniste critique et une exigence croissante de performance, de rentabilité et d'alignement à des logiques gestionnaires. Si les articles qui le constituent sont ordonnés par ordre alphabétiques, ils peuvent cependant peuvent être regroupés autour de trois grandes thématiques : l'université comme institution dangereusement bouleversée par l'émergence de nouvelles formes de gouvernance marquées par la rationalisation et la généralisation de l'évaluation par indicateurs ; les sciences humaines et sociales comme champ disciplinaire le plus exposé à ces mutations ; la transformation anthropologique des acteurs universitaires, progressivement devenus un « capital humain » subordonné à des logiques managériales.

Les nouvelles architectures du pouvoir universitaire – Gouvernance par la réputation et rationalisation systémique

Cette première section regroupe les analyses consacrées aux transformations structurelles et institutionnelles de l'université, appréhendée comme un système en pleine crise d'identité et soumis à des contraintes globales. À cet égard, le cas chilien constitue une forme de « version intensifiée » de tendances que l'on observe aussi en France, bien que dans un cadre historiquement plus régulé par l'État.

Mauricio Bravo apporte une contribution majeure en décryptant le rôle du prestige réputationnel comme moteur central de la quête du statut d'*université de classe mondiale*. S'inspirant des travaux de Bourdieu (capital symbolique) et de Marginson (caractère positionnel), il démontre que la réputation n'est pas qu'un simple trophée, mais constitue un véritable « capital réputationnel » qui conditionne l'accès aux ressources, aux talents et à la visibilité institutionnelle. Les *rankings* (ou classements internationaux) globaux (ARWU, THE, QS) agissent ainsi comme des

dispositifs de gouvernance qui transforment ce capital en « biens informationnels » quantifiables, créant un cercle vicieux pour les institutions périphériques et accentuant les asymétries géopolitiques.

Bravo identifie plusieurs risques associés à cette dynamique : l'isomorphisme institutionnel, la reproduction des inégalités internes et la progressive déconnexion entre pertinence locale et visibilité globale. Il plaide dès lors pour une gestion responsable du prestige, dans laquelle celui-ci serait l'expression d'une contribution académique et sociale complexe, et non une fin en soi. Cette analyse est prolongée par celle de Francisco Ganga-Contreras et ses collègues qui montrent, à partir de l'étude des doctorats en SHS au Chili, comment la pression exercée sur les chercheurs pour publier dans des revues indexées (Scopus, WoS) entre en conflit avec la pertinence sociale et territoriale de la recherche, favorisant à la fois la centralisation et la concentration de la production scientifique.

José Joaquín Brunner propose, quant à lui, une grille de lecture d'inspiration wébérienne pour comprendre cette mutation. Selon lui, l'université du XXI^{ème} siècle ne traverse pas une simple « dérive néolibérale » temporaire, mais s'inscrit dans un processus historique profond de rationalisation qui reconfigure cette institution en une « bureaucratie compétitive ». Mobilisant la métaphore de Weber de la « cage de fer », il montre que cette institution est ainsi prise dans une logique d'enfermement résultant de la convergence de trois forces : celle d'un État rationalisateur, qui impose la « lisibilité » de l'activité académique et sa traduction en données quantitatives mesurables ; celle d'une logique de marché, qui transforme la compétition entre acteurs universitaires en un mécanisme « disciplinaire » de régulation de la communauté académique ; et la dynamique propre de cette bureaucratie compétitive, désormais gouvernée par une nouvelle élite gestionnaire qui soumet le travail académique aux impératifs de management et de la performance.

Face à cette nouvelle hégémonie, Brunner propose une typologie des postures académiques, allant du « puriste », résistant aux changements mais sans influence effective, au « bureaucrate cynique », opportuniste peu scrupuleux. La position la plus noble serait celle du « professionnel critique » qui, au nom d'une éthique de responsabilité, accepte les règles du jeu tout en les questionnant, utilisant sa compétence technique pour préserver les missions substantives de l'université : la production de savoir et la formation. L'universitaire est ainsi appelé à agir comme un « agent

double », se conformant en apparence aux nouvelles exigences tout en défendant, en interne, la logique de vocation du travail académique.

Carlos del Valle élargit cette perspective en identifiant cinq dimensions critiques dans les dynamiques de transformation universitaire (marché, bureaucratie, formation, politique, sciences sociales). Il met en évidence les effets pervers de la quête de l'excellence : l'élitisation d'une minorité d'institutions et d'acteurs, parallèlement à la précarisation de la majorité, l'hyper-segmentation du travail et la « dépersonnalisation » de l'enseignant-chercheur, désormais réduit à ses indicateurs de performance. Enfin, Aldo Mascareño, s'appuyant sur la théorie des systèmes de Niklas Luhmann, conceptualise l'université comme une « formule de contingence », c'est-à-dire une représentation simplifiée permettant de réduire la complexité inhérente à son fonctionnement. Or, force est de constater que cette lecture fonctionnelle est aujourd'hui fragilisée par la colonisation de l'intelligence par des mécanismes internes et par sa déflation progressive, ainsi que par une « pédagogisation » amplifiée par des protocoles standardisés et une « technification » des activités universitaires (notamment à travers l'essor de l'intelligence artificielle), conduisant à une inexorable perte de confiance envers l'institution.

Le savoir en procès : la précarisation des sciences humaines et sociales

Le sort réservé aux SHS dans ce nouvel environnement académique constitue le cœur de l'ouvrage, en explorant à la fois leur spécificité épistémologique et la façon dont elles sont remises en cause. L'analyse des menaces qui pèsent sur cet ensemble hétérogène de champs disciplinaires sert ici de prisme pour comprendre les limites de la soumission croissante de la production du savoir à des normes métriques et aux injonctions du court-termisme. Les SHS se trouveraient confrontées à un choix cornélien : soit s'adapter aux logiques mercantiles et quantitatives du marché hyper-mondialisé de la connaissance, soit accepter d'être reléguées au rang de disciplines jugées peu utiles au développement socio-économique.

Face à cette alternative entre standardisation et déclassement, Arturo Fontaine et Marcos García de La Huerta défendent le caractère historiquement irréductible des « humanités ». Selon Fontaine, celles-ci appréhendent l'être humain comme un sujet en quête de sens, là où les sciences le traitent comme un objet, en distinguant les raisons (propres aux humanités) des causes (relevant des sciences). García de La Huerta va plus loin en affirmant qu'elles incarnent notre capacité de compréhension,

essentielle pour « habiter le monde », à rebours des logiques d'efficacité et d'opérationnalisation du savoir. Cependant, cette conception humaniste du savoir est aujourd'hui mise à mal par une technocratie sélective, qui tend à réduire la connaissance à des résultats immédiatement utiles et mesurables.

Juan Manuel Garrido apporte une nuance cruciale en soutenant qu'il n'existe pas de différence épistémique fondamentale entre sciences et humanités, les deux produisant des connaissances qui reposent sur des structures cognitives similaires. Leur distinction serait avant tout institutionnelle et gestionnaire. Dès lors, la marginalisation des humanités résulterait moins d'un clivage épistémologique que de choix de financement et de gouvernance scientifique (comme au Chili avec le système Fondecyt) qui privilégieraient certaines formes de savoir jugées plus « productives », au risque d'affaiblir la base cognitive commune des pratiques de production scientifique.

Cette mise sous pression se manifeste concrètement dans le travail académique. Elisabeth Simbürger décrit le paradoxe des chercheurs qui aspirent à écrire des livres (travail exigeant un temps long et une pensée profonde) mais sont contraints par le système d'évaluation à privilégier l'hyperproductivité. L'écriture d'un livre devient un « rêve » inaccessible, sacrifiée sur l'autel de la « logique de livraison » d'articles indexés au détriment d'une « logique de découverte » authentique et plus féconde.

Face à ce constat amer, plusieurs auteurs explorent des voies de résistance. Rodrigo Cordero et Francisco Salinas appellent les sciences sociales à revenir à « l'art de raconter des histoires », à réhabiliter le récit contre la production de métriques destructrices, pour retrouver leur capacité à donner du sens. La salle de classe elle-même, lieu de la performance narrative, doit être défendue contre les techniques pédagogiques standardisées. Dans une perspective féministe, Karen Glavic propose une « écriture de contact » qui, par une praxis rigoureuse de la citation, construit une mémoire et une généalogie alternatives, résistantes à la logique compétitive de livraison du *paper*. Nelly Richard identifie la critique culturelle et la théorie féministe comme des pratiques capables de défier la rigidité du système en produisant des « savoirs de la précarité », à la fois fragmentaires, situés et soucieux de la matérialité du langage.

Ce diagnostic posé par les auteurs chiliens trouve un écho particulièrement saisissant dans le contexte français, où les Sciences Humaines et Sociales subissent un déclassement comparable, bien qu'avec des modalités

spécifiques liées au modèle républicain historiquement universaliste et centralisateur. La même injonction à la performance quantifiable s'y exerce à travers des dispositifs comme la Loi de Programmation de la Recherche (LPR) de 2020 et la course aux financements sur projet (ANR, Horizon Europe), qui imposent aux chercheurs la même « logique de livraison ». La hiérarchisation des publications (favorisant les revues indexées en anglais) et la précarisation statutaire des jeunes docteurs reproduisent la dualisation du corps académique décrite par Carlos del Valle. Pourtant, la marginalisation des SHS revêt un caractère paradoxal : alors que la demande sociale pour leur expertise n'a jamais été aussi forte face aux crises contemporaines (climatiques, démocratiques) et aux conséquences éthiques des bouleversements technologiques, elles sont simultanément discréditées et soumises à des critères d'évaluation qui les dénaturent, en étant régulièrement prises pour cible dans le débat public, accusées de véhiculer une idéologie « woke » ou d'être inutiles sur le marché de l'emploi (Fassin, 2023 ; Cusset, 2023). Face à cette standardisation, les voies de résistance esquissées par les auteurs chiliens (réhabilitation du récit, « écriture de contact », « savoirs de la précarité ») rejoignent les efforts des collectifs français pour défendre, dans les interstices du système, la capacité des SHS à penser le « monde commun » et à maintenir vivante une conception du savoir non réduite à sa seule valeur marchande.

L'universitaire d'aujourd'hui face aux paradoxes de l'inclusion

La dimension subjective et politique de la recomposition néolibérale du paysage universitaire est un troisième axe du livre. En centrant l'analyse sur celles et ceux qui habitent (ou tentent d'habiter) l'université, cette approche permet de comprendre comment les transformations structurelles s'incarnent dans des trajectoires individuelles et collectives. Elle révèle ainsi de nouvelles formes de subjectivation académique (l'universitaire « entrepreneur de soi » ou « manager », le capital humain, etc.) tout en décryptant les tensions entre adaptation et résistance qui traversent désormais le corps enseignant et les chercheurs.

Mauro Basaure propose une perspective originale sur la manière dont les chercheurs se saisissent et font usage de la connaissance théorique. Il distingue trois périodes correspondant à différents régimes de réception intellectuelle : le « régime de précarité médiatisée » (rareté, dépendance aux traductions et aux éditeurs institutionnels, orientation vers des problématiques nationales), « la bureaucratisation documentaire » qui correspond à la professionnalisation et la standardisation de la production académique ; et le "régime de surabondance immédiate" (RSI) actuel,

porté par la numérisation et l'intelligence artificielle. Dans ce RSI, la barrière linguistique, longtemps pesante, s'estompe, laissant place à un nouveau défi : la sélection et l'évaluation critique des sources d'information dans un océan de données. La question centrale n'est plus « comment accéder à la théorie ? » mais « qu'en faire ? », un enjeu redoublé pour les intellectuels du « sud global » dans un contexte d'asymétries structurelles des conditions de travail et d'études.

Alejandra Castillo et Nicole Darat abordent quant à elles la question de l'inclusion et de la reproduction des dominations. Castillo, s'appuyant sur Althusser, définit l'université comme un "appareil androcentrique" qui, sous des dehors modernes (numérisation, globalisation), continue de reproduire l'ordre dominant. L'inclusion numérique et quantitative des femmes y masque la persistance d'une structure patriarcale. Darat, reprenant la métaphore d'Audre Lorde (« les outils du maître ne démantèleront jamais la maison du maître »), argumente que les fondements patriarcaux de l'université persistent tant que cette institution sera structurellement conçue pour exclure. Pour celles et ceux qui, comme elle, « ne sont pas censé·es être ici », l'inclusion formelle (quotas, diversité) constitue un piège si elle n'est pas accompagnée d'une transformation profonde de ce bastion construit exclusivement par un seul genre. La résistance passe par des collectifs et des pratiques de réciprocité visant à briser l'idéologie individualiste du mérite.

Plus pessimiste, Rodrigo Karmy Bolton propose une lecture historique radicale. Il retrace trois mutations de l'*adequatio* (c'est-à-dire la production du sujet par l'université), passant du sujet chrétien médiéval au citoyen de l'État-nation produit par les humanités modernes, puis au capital humain de l'université néolibérale. Dans cette ultime phase, les sciences de la gestion ont remplacé les humanités comme dispositif de subjectivation. Pour Karmy, l'université de « qualité » devient une machine de destruction du « monde commun » (Arendt, 1961 ; Latour, 1999) des écritures, où la langue technocratique se substitue à ce qui faisait lien et sens entre les chercheuses et les chercheurs, et dont l'IA représente l'aboutissement logique.

Au-delà du contexte chilien : repenser la crise comme une opportunité de refondation

L'ouvrage dirigé par Brunner et Bravo dresse un diagnostic inquiétant, largement partagé non seulement par ses trente auteurs mais aussi par la communauté académique. Il met en lumière les conséquences néfastes

d'une rationalisation ségrégative qui transforme l'université en bureaucratie compétitive, dégrade les SHS et produit de nouvelles formes d'exclusion sous couvert d'inclusion. Le tableau est sombre pour la profession universitaire, tiraillée entre l'adaptation cynique et une résistance symbolique. Du point de vue de la sociologie des organisations, l'université moderne illustre parfaitement le « phénomène de bureaucratisation » décrit en son temps par Michel Crozier (1963) : hypertrophiée par l'évaluation et la compétition, elle s'enferme dans un cercle vicieux où la prolifération de normes étouffe l'initiative académique et renforce, en retour, les phénomènes de repli corporatiste ou de conformisme.

Toutefois, la richesse des contributions réside aussi dans les pistes qu'elles esquissent. Pour dépasser le simple constat critique, il est fructueux de mettre ces analyses en dialogue avec d'autres travaux contemporains de sorte à appréhender ce moment critique comme une opportunité de refondation. Dans cette perspective, la crise d'identité de l'université peut aussi être replacée dans l'ère décrite par Zygmunt Bauman comme celle de la « modernité liquide » (2011). Historiquement conçue comme une institution « solide », sanctuaire du savoir et garante de la stabilité professionnelle des intellectuels qui composent une société, elle se trouve aujourd'hui profondément ébranlée par cette liquéfaction des structures sociales, qui les rend plus fragiles, temporaires et incertaines.

Sur le plan systémique, l'ouvrage, principalement concentré sur la transformation du métier d'enseignant-chercheur et la place des SHS, aborde moins directement l'expérience des étudiants, pourtant au cœur de ces mutations. Il constitue un prolongement dans un autre contexte des travaux de François Dubet sur le « déclin de l'institution ». En France comme au Chili, l'université n'est plus un sanctuaire doté d'une mission intégratrice claire, mais un espace où l'individu devient « vendeur » et plus souvent « client » dans un marché de la formation en pleine expansion. De même, les auteurs rejoignent l'analyse critique de Marie Duru-Bellat sur la méritocratie, devenue une fiction nécessaire mais génératrice d'inégalités (2009). Dans le contexte chilien, où l'endettement étudiant est massif, les désillusions face aux promesses méritocratiques, fondées sur l'idée que le travail scolaire récompense l'effort et le talent, sont d'autant plus violentes qu'elles masquent la reproduction sociale, ici brillamment dénoncée par María Picazo Verdejo à propos des barrières multidimensionnelles à la mobilité internationale.

La perspective latino-américaine de l'ouvrage rejoint les travaux du chercheur mexicain Axel Didriksson sur le processus de « décomposition et recomposition » de l'université à l'échelle globale et régionale (2023). Ce dernier insiste sur la nécessité de dépasser l'opposition stérile entre État et marché pour penser l'université comme un bien public et social, modèle alternatif à celui, dominant par son influence, du « WCU » ou Universités de classe mondiale (2023). Alors que les auteurs chiliens semblent parfois pris dans cette dichotomie (soit l'adaptation au marché, soit le repli sur un État protecteur), Didriksson défend, à la manière d'une « troisième voie », la singularité historique de l'université caribéenne et latinoaméricaine en tant qu'institution dotée d'une « autonomie intégrale », fondée sur des principes collégiaux et participatifs et, surtout, porteuse de mobilisation sociale. Toutefois, il arrive aux mêmes conclusions par une formulation plus radicale, en soulignant que cette autonomie a été « violée » par l'intervention d'organismes externes d'évaluation et d'accréditation, par la croissante privatisation et par la marchandisation de l'enseignement supérieur, au détriment des classes les plus défavorisées (Didriksson, 2023, p. 215).

L'appel à une « innovation disruptive », lancé par Teresa Matus dans la section finale, est une proposition de renforcer la collaboration transdisciplinaire (exemple des « co-laboratoires » impliquant divers acteurs de la société) en reconnaissant « l'incomplétude » des acteurs, qu'ils soient universitaires, civils ou privés. L'université ne doit pas seulement résister ou s'adapter : elle est appelée à co-construire sa légitimité avec son environnement, en assumant sa responsabilité dans la production de réponses aux bouleversements contemporains (climatiques, sociaux, technologiques). José Joaquín Brunner lui-même (2025), dans une récente synthèse sur la crise globale des universités, confirme que ni le marché ni l'État ne peuvent, seuls, soutenir des institutions de qualité, autonomes et inclusives. La crise d'identité devient alors une invitation à repenser la pertinence sociale du savoir, non pas en termes d'utilité économique immédiate, mais de contribution au débat public.

Le livre s'achève sur une note d'optimisme, en proposant des issues de secours pour s'extraire de la « cage de fer » wébérienne que matérialisent les murs de l'université actuelle. Les « savoirs de la précarité », les « écritures de contact », la réhabilitation du récit dans la salle de classe, ou encore les collectifs féministes sont autant d'outils de résistance dont l'objectif n'est pas de renverser le système, mais d'y ouvrir des espaces de solidarité et de production de sens. C'est précisément ce que Brunner entend par la responsabilité éthique du « professionnel critique » :

accepter la nouvelle donne tout en la refaçonnant de l'intérieur. Les mutations de l'université ne sont pas seulement un problème à résoudre par des politiques publiques ; elles invitent aussi ses acteurs à de nouvelles formes d'apprentissage plus créatives et collectives.

En conclusion, l'ouvrage résonne bien au-delà de son ancrage chilien. Sa lecture nous force à regarder les transformations universitaires non comme un épiphénomène, mais comme une transformation anthropologique majeure. En le lisant, on comprend que la défense des SHS n'est pas un combat d'arrière-garde dans une tour d'ivoire. C'est celui pour maintenir, au cœur de l'institution, la capacité à penser le monde commun, à former des sujets critiques et à produire un savoir affranchi des logiques de capital.

Bien que les contributions aient été rédigées antérieurement aux élections présidentielles chiliennes de 2026, on ressent une appréhension latente d'une inflexion néolibérale de l'éducation dans la pensée des différents auteurs. Si la précipitation éditoriale, motivée par la volonté de publier l'ouvrage avant l'alternance politique, rend certains passages partiellement obsolètes, en particulier ceux consacrés à l'ambitieuse Loi de Financement de l'Enseignement Supérieur (FES) dont le destin sera vraisemblablement scellé par le gouvernement ultralibéral de Kast, il se révèle, *in fine*, comme un plaidoyer pour la préservation des lettres et des humanités face à une logique concurrentielle et libérale étrangère à leur essence même. Il s'attache à justifier la spécificité épistémologique de ce champ scientifique, tout en réaffirmant son rôle social. L'impression de défense d'une espèce en voie de disparition à l'ère de l'intelligence artificielle doit pour autant être relativisée. Le livre constitue en réalité un cri d'alarme provenant d'un des pays géographiquement les plus éloignés du contexte français et européen, dans une région -l'Amérique latine- qui cherche encore à affirmer sa visibilité dans le champ du savoir universel. Pour autant, les analyses qu'il rassemble, tout en s'inscrivant dans une configuration politique singulière, possèdent une portée largement extrapolable à l'ensemble des systèmes universitaires de la planète.

Bibliographie

ARENDT. H., 1961, *Condition de l'homme moderne*. Calmann-Lévy. (Œuvre originale publiée en 1958).
BAUMAN Z., 2011, *Culture in a liquid modern world*. Polity.
BRUNNER J.J., 2025, (28 septembre). *Universidades en riesgo: la crisis global. In Mercurio*. https://brunner.cl/2025/09/universidades-en-riesgo-la-crisis-global/

CROZIER M., 1963, *Le phénomène bureaucratique : essai sur les tendances bureaucratiques des systèmes d'organisation modernes et sur leurs relations en France avec le système social et culturel*. Éditions du Seuil.
CUSSET F., 2023, *La haine de l'émancipation*. Tracts Gallimard.
Didriksson Takayanagui, A. 2022,. *Espejos en contrastes: la transformación de la universidad en Europa, Asia y América latina*. Teseo-UNAM
DUBET F., 2002, *Le déclin de l'institution*. Seuil.
DURU-BELLAT M., 2006, *L'inflation scolaire : les désillusions de la méritocratie*. Seuil.
ETZKOWITZ H., 2008, *The Triple Helix: University-Industry-Government. Innovation in action*. Routledge.
FASSIN D., 2023, *Sciences sociales par temps de crise.* Collège de France
HAZELKORM E., 2015, *Rankings and the Reshaping of Higher Education: The Battle for World-Class Excellence*. Palgrave Macmillan.
Latour B., 1999, *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*. La Découverte.
MARGINSON S., Considine, M., 2000, *The Enterprise University: Power, Governance and Reinvention in Australia*. Cambridge University Press.
WEBER M., 1964, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Plon. (Œuvre originale publiée en 1904-1905).